

La France qui pille

LA FRANCE, UNE PUISSANCE IMPERIALISTE QUI ECRASE LES PEUPLES

Prendre de l'essence à une station-service est un geste tout à fait banal... à condition de ne pas trop se poser de questions. Mais si on commence à se demander comment il se fait qu'on trouve sur toutes les routes et autoroutes des stations Elf, une marque française, alors qu'il n'y a pas une goutte de pétrole qui soit extraite sur le territoire national, cela risque de nous emmener assez loin. Cela risque de nous emmener sur un sujet complètement tabou : l'existence d'un impérialisme français. C'est-à-dire d'une domination écrasante sur des pans entiers de la population de la planète. Officiellement, la France est une République tout à fait démocratique qui entretient des relations absolument égales avec tous les Etats indépendants de ce monde. Et bien cette vision ne va pas tenir longtemps si l'on commence à réfléchir dans la première station-service venue.

Derrière le logo Elf que nous connaissons tous et qu'on peut trouver sur 6300 stations-service en France, et 1700 autres à l'étranger, il y a une puissance qui se fait d'autant plus discrète qu'elle est considérable. C'est la société Elf-Aquitaine. Elf-Aquitaine est la première entreprise française par le chiffre d'affaires. C'est-à-dire par l'argent qu'elle brasse, pour payer ses salariés, pour investir, pour faire ses recherches, pour entretenir son matériel, etc. Ce chiffre est de 200 milliards de francs (1991). Pour donner un ordre de grandeur, il est égal au budget de la Défense de la France (hors retraités).

Dans le monde capitaliste, les premiers sont beaucoup plus gros que les suivants. Si l'on prend par exemple la dixième société française, Saint-Gobain, elle pèse trois fois moins déjà qu'Elf. Dassault qui est 33e est cinq fois plus petit que Saint-Gobain. Matra, qui est 40e

est encore trois fois plus petit que Dassault. Et Bic qui est à peu près 100e au classement national est encore quatre fois plus petit que Matra. On peut s'arrêter là, mais il faut savoir qu'il y a en France trois millions d'entreprises qui suivent encore. Cette poussière de petites entreprises, on le voit, est largement dominée par quelques grands groupes de la taille d'Elf ou Saint-Gobain.

Le groupe Elf-Aquitaine emploie 90 000 personnes à travers le monde ; il est implanté dans 65 pays au travers de 512 sociétés filiales. La compagnie possède neuf raffineries dont trois en France, ainsi que 19 navires, soit une capacité de 38 millions de tonnes de brut.

Parmi les filiales on peut citer Elf-Pétroleum Norge, Elf-Pétroleum United Kingdom, Elf-Idrocarburi Italiana, Elf-Congo, Elf-Gabon, Elf-Pétroleum Nigéria, Elf-Oil Deutschland, Elf-Oil Belgique, Elf-Oil Espagne... Mais il n'y a pas que le pétrole. Il y a les dérivés du pétrole comme les matières plastiques : Altuplas, Rilsan, ce sont des produits de la filiale Elf-Atochem ; il y a les médicaments : le Tranxène, l'Algipan, sont des produits de Sanofi-Santé ; et il y a aussi les produits de beauté : Roger et Gallé, Yves Rocher, Nina Ricci, c'est encore du pétrole de chez Elf.

L'essentiel du pétrole, qui fait la puissance actuelle d'Elf, vient du Gabon et de sa région (85 % de sa production totale : "Ces messieurs Afrique", Smith-Glaser, Calmann - Levy). Le Gabon, c'est un petit pays africain juste au niveau de l'équateur sur la côte Atlantique. Grand comme la moitié de la France, il est presque entièrement recouvert de forêts et peuplé d'à peine un million d'habitants. La capitale, c'est Libreville. Mais la capitale d'Elf, c'est Port-Gentil sur la côte. Elf, au Gabon, c'est un Etat dans l'Etat. Personne ne peut faire de carrière dans aucun domaine sans l'assentiment de la compagnie française.

Que reste-t-il au Gabon une fois le pétrole récupéré, raffiné et transformé en toutes sortes de richesses par Elf. En moyenne le revenu par habitant y est sept fois plus petit qu'il ne l'est en France. Les gens vivent en moyenne jusqu'à l'âge de 52 ans, soit 24 ans de moins qu'en France. 40 % de la population ne sait ni lire ni écrire. La mortalité infantile est de 99 pour 1000, treize fois plus élevée qu'en France.

Le Gabon est dirigé depuis 1967 par Omar Bongo. Ce dictateur a remplacé le précédent, Léon M'Ba, qui était là depuis l'indépendance de 1960.

A Paris, Elf c'est une imposante tour aux murs de verre bleuté, à La Défense. Au Moyen Age, les puissants avaient leur tour aussi, dominant des châteaux forts. Mais dans le monde capitaliste, la véritable forteresse, elle est dans les banques. La famille Bongo et la société Elf ont constitué une banque commune : la Banque française intercontinentale, la Fiba. Cette banque a son siège à Paris, au 30 avenue Georges V. Et elle a des bureaux à Libreville ainsi qu'à Brazzaville, capitale du Congo voisin où Elf joue aussi un rôle important. Le Pdg de la Fiba est un certain Jack Sigolet qui passe beaucoup de son temps en Angola où il conseille le président et les ministres angolais sur leurs investissements personnels. En Angola aussi, on retrouve Elf, pour qui Bouygues est en train de construire des plateformes pétrolières.

Mais ne nous laissons pas éparpiller, laissons Bouygues, Thomsom ou Alcatel qu'on ne cesse de croiser en Afrique comme si on était dans le métro parisien, et restons-en à Elf, au Gabon et à cette banque, la Fiba.

Dans le monde des crimes capitalistes, les empreintes digitales classiques, ce sont les participations au capital. Examinons donc bien la répartition du capital de la fameuse Fiba. On y trouve d'abord la famille : Omar Bongo, le président, qui détient 15 %, puis Ali Bongo,

Pascaline Bongo et Albertine Bongo se partagent équitablement 19 %. Ensuite le directeur du cabinet du président avec 5 %. Ce qui nous amène donc de ce côté-ci de l'affaire à quelque chose comme 40 %. De l'autre côté, Elf dispose de 54 %, c'est-à-dire la majorité absolue, qu'elle se répartit elle aussi équitablement entre trois de ses filiales : la Sogerap, la Safrep et la CIBH-Luxembourg qui comme son nom ne l'indique pas est en réalité Elf-Gabon. Enfin, on trouve une banque d'affaires française, Indosuez, avec 5 % qui lui permettent d'avoir son nez dans l'affaire à peu de frais, et sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Les choses sont donc parfaitement claires : la direction d'Elf et la direction de l'Etat gabonais sont absolument cul et chemise. Autour de Bongo, c'est la corruption. Selon certains experts, 85 % de la richesse nationale seraient partagés entre 1500 personnes, c'est-à-dire le président, son entourage, les ministres, les parlementaires, les dirigeants de l'état-major et les membres du parti unique. Et la fortune du président et de ses ministres serait de l'ordre de 16 milliards de francs français.

En 1990, Omar Bongo a décidé pour la première fois d'autoriser la tenue d'élections "démocratiques". La veille des élections, il a pu distribuer grâce à l'argent du pétrole, 20 millions de francs CFA, soit 400 000 francs, et une voiture tout terrain à chacun des 70 "partis" qui se présentaient. Après quoi, le scrutin a eu autant de tours que nécessaire jusqu'à que le parti de Bongo, l'ex-parti unique, sorte vainqueur des urnes.

Au début de l'année 1990, l'agitation sociale enfle au Gabon. Ce sont d'abord les étudiants qui descendent dans la rue pour réclamer le paiement de leur bourse. Puis ce sont les autres catégories de fonctionnaires qui réclament à leur tour. En mai 1990, le dirigeant du principal parti d'opposition est trouvé mort, visiblement tué dans un traquenard puisqu'on l'a retrouvé avec une piqûre à l'abdomen alors qu'il avait un rendez-vous galant dans un hôtel de luxe. Des émeutes éclatent à Libreville puis s'étendent à Port-Gentil.

Tout se passe alors comme si Mitterrand décide cette fois de lâcher Bongo. Toujours est-il que la direction d'Elf au Gabon annonce sa décision de fermer tous les robinets du pétrole. En même temps, l'armée française intervient, officiellement pour évacuer les familles françaises. En réalité, c'est encore un croche-pied à Bongo qui proteste : "Je n'ai jamais appelé les Français à l'aide." Peu importe, les 600 militaires de la 6e brigade d'infanterie de marine, qui sont d'ailleurs basés en permanence à Libreville, soutenus par des légionnaires et de l'infanterie, au total 1000 hommes, investissent la ville d'Elf, Port-Gentil. Le 28 mai, on voit Bongo sur TF1, son ami le journaliste Régis Faucon lui tendant un micro, hurler : "Nous faisons tout pour faire régner l'ordre et nous voyons tout le monde partir. Il faut savoir qui est le dindon de la farce, nous, le gouvernement français, ou Elf." Oui, Bongo fait son vieux métier de maintien de l'ordre et il hurle, car il estime en être bien mal récompensé.

Mais le lendemain, Elf a de toute évidence tranché : ils ne lâcheront pas Bongo. Et on voit alors le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, expliquer : "la compagnie française n'a pas fermé les pompes mais ralenti l'exploitation qui peut être reprise en quelques heures." En clair , le gouvernement à son tour, est revenu sur l'idée de lâcher Bongo, pour cette fois du moins.

Tous les gouvernements courtisent un empire comme Elf. Pasqua, avant même le dernier changement de gouvernement y avait son conseiller, Alfred Sirven, bras droit du Pdg d'Elf. Pasqua n'a pas hésité par exemple à faire voter par le conseil général des Hauts de Seine qu'1 % de son budget soit affecté à la coopération et il a ainsi pu offrir 30 millions de francs à Bongo.

En 1989 Mitterrand avait mis un homme de confiance à la direction d'Elf : Loïc Le Floch-Prigent. Celui-ci lui rend compte chaque semaine de ce qui se passe dans la tour de la Défense lors d'un déjeuner en tête à tête. Ce que fait le soi-disant "socialiste" Le Floch-Prigent, c'est bien sûr continuer à développer la puissance d'Elf, donc sa domination sur les peuples du monde. Sous sa présidence, Elf est passé de la place de 4e groupe français à celle de premier. Il est vrai que la société a largement profité au passage de la guerre du Golfe qui lui a permis de faire des bénéfiques records en 1990 (plus 46 %), bénéfiques avec lesquels elle s'est investie dans de nouveaux pays et dans de nouveaux domaines.

Le Floch-Prigent n'est pas seulement présent au conseil d'administration d'Elf. Comme tous les grands du monde capitaliste il sait placer ses oeufs dans plusieurs paniers. Il siège aussi dans les conseils d'administration du Crédit national, de la Banque française du commerce extérieur, du CNRS, de Bidermann international, de Gaz de France de la Compagnie générale des eaux, du Crédit commercial de France, de Pinault-Printemps et de la Compagnie financière de Suez...

Le Floch-Prigent n'est pas une exception et Elf n'est pas le seul groupe à fonctionner ainsi. Le système capitaliste français est dominé par environ 50 groupes analogues. Si l'on en dressait la carte au moyen par exemple des participations de capital ou au moyen des liens personnels, telle la présence au conseil d'administration, on obtiendrait, dans un premier temps, une fantastique toile d'araignée enchevêtrant les grands du capitalisme. Ensuite, en y regardant de plus près, on pourrait distinguer deux grands pôles, où les fils sont plus nombreux qu'ailleurs autour de deux puissances financières, Paribas et Suez, qui sont présents l'un ou l'autre, directement ou indirectement, absolument partout. Pour ce qui nous intéresse, nous avons vu tout à l'heure que Suez était présent dans la Fiba, nous voyons maintenant que Le Floch-Prigent siège au conseil d'administration de cette compagnie bancaire.

C'est cette concentration en peu de mains, cette liaison très étroite avec les banques qui jouent dans ce système un rôle prépondérant, qui ont permis à ces groupes d'atteindre le degré de concentration et de monopole qui les met hors de portée de toute concurrence réelle. Les politiques, les prix qui en découlent sont décidés par quelques-uns. Cette étape dans le développement du capitalisme avait déjà pris cette forme particulière dès le début du siècle. Depuis, la concurrence ne se fait plus pour l'essentiel que pour se partager et se répartir ces gros morceaux du capital.

Il est vrai que les bénéfiques permis par cette concentration et cette situation de monopole n'ont vraiment plus rien à voir avec les bénéfiques d'un artisan, d'un boutiquier, ou d'une PME. Ils sont une quarantaine aujourd'hui en France à dépasser le milliard de francs de bénéfiques annuels. On trouve dans l'ordre, pour 1991 : Elf, avec près de 10 milliards, puis Alcatel-Alsthom et Total avec 6 milliards, Peugeot et le Crédit Agricole avec 5 milliards, BSN et Suez avec 4 milliards, etc.

A quoi bon cette frénésie de puissance et de domination ? Est-ce vraiment pour que nous ayons la liberté de rouler en voiture comme bon nous semble, de consommer et de vivre correctement ? Non, l'essentiel est d'assurer les bénéfiques des actionnaires. Et c'est cela qui marche le mieux. Chez Elf, en 1991, un petit actionnaire qui avait un portefeuille de 1000 F d'actions Elf, se retrouvait à la fin de l'année avec 1500 F. Quant aux gros actionnaires, avec mettons 10 millions de francs, ils empochaient tout net 5 millions en un an. Au total, en 1991, le capital des actions représentait un montant de plus de 12 milliards de francs, 12 milliards qui ont donc rapporté 6 milliards en une seule année à leurs heureux propriétaires. 6 milliards, c'est 6 fois le budget de l'Education du Gabon.

Le Gabon a sa propre économie et elle n'est d'ailleurs pas complètement négligeable. On y trouve des sucreries, des industries du bois, de la métallurgie, etc. Mais la puissance d'Elf dans le pays est telle que le groupe est en situation d'imposer ses conditions à tout le monde. Les liens personnels, les liens financiers qu'on a décortiqués un peu permettent à Elf d'avoir une vision précise détaillée de toutes les intentions, de tous les projets ou de toutes les difficultés que peuvent avoir les uns et les autres. A l'inverse pour chacun des petits patrons locaux, Elf est une toute puissance mystérieuse et imprévisible où les secrets sont parfaitement gardés, les contrôles et les prises de décisions totalement centralisés. La supériorité d'Elf est donc écrasante et, directement ou indirectement, une telle situation lui permet en réalité de favoriser qui elle veut quand elle veut ou au contraire de nuire rapidement et efficacement à une entreprise hostile.

En réalité, les seules entreprises qui pourraient être de taille en face d'Elf ce sont des puissances de taille comparable. Effectivement, on voit actuellement des sociétés américaines comme Conoco ou Amoco tenter d'approcher le marché gabonais. Mais jusqu'à présent, quand Bongo décide par exemple de construire 22 blocs off-shore, c'est encore Elf qui en remporte 16.

Ainsi dans le monde impérialiste tout se passe comme si la toute puissance d'un groupe lui permet de faire la loi et d'intervenir dans le sens de ses intérêts, non seulement dans son propre domaine, non seulement vis-à-vis de l'appareil politique local, mais finalement dans tous les domaines de l'économie.

Les rapports de force sont tels qu'on peut dire que la population et la classe ouvrière d'un pays comme le Gabon sont sous la domination non pas d'un capitalisme local, mais de notre impérialisme. Il arrive d'ailleurs qu'on voit les petits capitalistes locaux en appeler aux travailleurs pour protester contre les contraintes du grand capital ou de la métropole.

Si Elf, Thomson, Alcatel ou Bouygues, trouvent un intérêt à être dans ces pays-là c'est bien que le rapport de force y est bien plus écrasant en leur faveur, aussi bien vis-à-vis des petits capitalistes que vis-à-vis des travailleurs.

Le Gabonais moyen ne dispose, lui, que de 15 000 F par an. Grâce, si l'on peut dire, au pétrole, le Gabon est plutôt parmi les moins mal lotis des pays africains. Au Mali, au Niger ou au Togo, le produit intérieur brut par habitant est dix fois moindre : à peine 1500 F par an.

La richesse totale de l'Afrique noire, avec 550 millions d'habitants est inférieure à celle de la seule Belgique avec 10 millions d'habitants. 32 des 40 pays les plus pauvres de la planète se trouvent en Afrique noire.

Elf ne cesse d'acheter de nouveaux terrains à travers la planète pour prospecter et extraire du pétrole. La société possède aujourd'hui en propre 361 000 kilomètres carrés (151 000 kilomètres carrés en mer) l'équivalent des deux-tiers de la France, à travers 28 pays .

L'impérialisme français ce n'est pas seulement Elf, ce sont la cinquantaine de groupes capitalistes français que l'on retrouve en Afrique ou ailleurs. Alcatel, Thomson, Dassault ou Bouygues sont partout. Mais il y a aussi la place pour des Bolloré qui font un tabac dans la vente de cigarettes, puisque, à défaut de donner à manger à l'Afrique, on peut encore y faire de l'argent avec les drogues.

Au total, sur le continent africain, 1200 PME, et 1800 filiales des grands groupes emploient 240 000 personnes. Si l'on regarde maintenant au niveau de toute la planète,

l'impérialisme français dans le monde, c'est 11 000 filiales qui emploient 1 million 900 000 personnes.

Ces chiffres sont impressionnants. Mais la France, après l'Allemagne, l'ex-URSS, et le Japon, n'est que la 5e puissance mondiale derrière le géant américain, qui a lui seul, détient 27 % de la richesse de la planète (L'Expansion, mai 1988), pesant à lui seul autant que ces 4 pays.

La partie africaine de son empire, la France l'a quadrillée de toute une série de bases militaires. 4000 hommes à Djibouti, 900 en Centrafrique, 1000 au Tchad, 1000 au Sénégal, 600 en Côte d'Ivoire, 500 au Gabon, 250 à Mayotte, 170 au Rwanda, 1200 encore à la Réunion. Au total, c'est donc quelque chose comme 10 000 hommes en armes qui permettent à l'impérialisme français depuis des dizaines d'années de "maintenir l'ordre" sur des territoires grands comme quinze ou vingt fois la France.

En trente ans, la France est intervenue plus de vingt fois dans une dizaine de pays. Au Cameroun, en 1960, au Gabon, en 1964, au Tchad en 1968 et 1977, à Djibouti en 1967, 1974, 1976, 1977, à Mayotte en 1977 et 1978, au Zaïre, en 1978, etc. L'opération "Barracuda" met fin au règne de l'empereur Bokassa de Centrafrique, en 1979. Au Tchad, les militaires français sont en "intervention de longue durée" depuis 1990, comme ils le sont au Rwanda et en Somalie.

Mais le meilleur moyen par lequel les capitalistes tiennent les pays par dizaines sous leur domination, c'est encore l'argent. On entend régulièrement parler de "l'aide" que la France accorde régulièrement à tel pays "ami".

L'amitié, dans le monde capitaliste, est une drôle de chose. Et l'"aide" offerte à un "ami" tient du nœud coulant autour du cou. Imaginez un instant que vous disposiez d'une grosse somme. Par amitié, vous proposez donc à un ami de lui prêter cette somme. Il n'en veut pas ? Alors vous lui expliquez qu'il risque de devenir... votre ennemi. S'il accepte, vous stipulez qu'avec cet argent il doit vous acheter dans l'année ce que vous avez envie de lui vendre. Il n'a pas besoin de ce que vous lui proposez ? Vous le convainquez du contraire, ou vous trouvez autre chose à lui vendre.

Bien entendu, votre ami doit encore vous rendre l'argent si gentiment prêté, et bien entendu aussi, en y ajoutant des intérêts. Résultat : votre ami se retrouve avec quelque chose dont il n'a pas forcément besoin, mais c'est un témoignage d'amitié ; vous, vous avez fait tourner vos usines, et vous vous retrouvez avec plus de capital que vous n'en aviez au départ. Vous pouvez donc vous faire de nouveaux amis.

C'est ainsi que le Gabon s'est vu construire un magnifique chemin de fer, le Transgabonnais, destiné à l'exploitation du bois, qui est pratiquement inutile au reste de l'économie du pays. Non seulement sa construction a coûté trois fois plus que prévu, mais son entretien engloutit des sommes exorbitantes et comme on a oublié de construire des routes adjacentes, peu de monde peut en profiter. Le Transgabonnais mesure 940 kilomètres de long, mais il faut savoir que le réseau routier n'est que de 600 kilomètres bitumés au Gabon. Tous les pays africains ont l'équivalent du Transgabonnais : autoroutes désertes, hôpitaux non équipés, usines en panne ; on les appelle communément les "éléphants blancs".

Chaque année, la France "aide" d'autres pays pour un montant de 40 milliards de francs. L'Afrique reçoit l'essentiel de cette "aide" : 26 milliards de francs. Sur ces 26 milliards, 5 sont des prêts liés qui servent en réalité à obliger le Etats à acheter des produits

aux capitalistes français, comme ce chemin de fer Transgabonais ; 10 milliards servent de caisse de secours aux Etats en faillite souvent incapables de payer leurs fonctionnaires. Le reste est destiné à ce que l'on appelle "le réajustement structurel", c'est-à-dire qu'il est le moyen par lequel on oblige les pays à restreindre les salaires, à fermer les entreprises de service public, bref à serrer la ceinture. Les remboursements sont prévus à date fixe ; en cas de retard, la sanction est simple : il faudra payer plus encore. Mais comment payer plus quand on est déjà en retard ?

Tous les pays africains, comme la plupart des pays pauvres, sont étranglés de cette façon. A tel point que les puissances impérialistes se retrouvent dans une telle situation de force vis-à-vis d'eux qu'elles ont pu, ces dernières années, mettre en place un organisme à elles, le Fonds monétaire international, le FMI qui se charge d'intervenir dans les affaires intérieures de ces pays, cette fois tout à fait officiellement, sous prétexte d'en assainir l'économie. Le FMI a ainsi mis en œuvre dans plus de 130 pays des programmes d'austérité, bloquant les salaires, obligeant l'Etat à fermer certains services publics, à faire augmenter les prix des nourritures de base. Le problème est qu'un plan d'austérité dans un pays qui est déjà réduit à la misère, cela devient un plan de mort. En tout cas, par le biais de la dette, ce n'est plus seulement des 2 millions de leurs salariés directs que profitent nos trusts et nos banques, c'est du quasi esclavage de dizaines de millions de gens.

Actuellement, il repart d'Afrique vers la France ou les autres pays impérialistes, plus d'argent qu'il n'en est arrivé. Les pays africains doivent payer rien que pour régler les intérêts de la dette 55 milliards de francs par an aux banques occidentales.

Comment un tel système peut-il se perpétuer ? Comment la population peut-elle accepter un tel sort. Bien sûr, les dictateurs disposent d'une armée, mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'armée d'un Bongo, c'est une armée d'opérette. En comptant absolument tout - l'armée de terre, la marine, l'aviation -, on arrive à un total de 4750 hommes. Pour comparaison, la police parisienne à elle seule comprend 21 000 hommes. En moyenne, il y a par habitant deux fois moins de soldats dans ce pays dictatorial que dans notre démocratie française où l'armée est forte de 447 000 personnes. L'armée aussi est un luxe de pays riches. La véritable force dans le monde capitaliste est d'origine financière.

Alors, si dans un pays comme le Gabon, 1500 privilégiés peuvent être défendus depuis des dizaines d'années par 4500 soldats face à une population d'un million de personnes, ce n'est pas vraiment un problème militaire mais un problème économique et politique. C'est l'appui de la puissance impérialiste française qui seul peut l'expliquer.

Du temps de Giscard, un de ses ministres disait crûment : "L'Afrique est le seul continent qui soit à la mesure de la France, à la portée de ses moyens, le seul où l'on peut encore avec 500 hommes changer le cours de l'histoire." S'il suffit à la France de parachuter à tout moment quelques centaines de ses légionnaires pour décider presque à coup sûr du sort politique d'un Etat africain, c'est que la France a démontré en son temps qu'elle était capable de mobiliser si besoin était, bien plus de troupes et bien plus longtemps. Comme elle l'a fait en Indochine, ou en Algérie, au prix d'un million de morts. Qu'elle peut faire tourner ses usines pour cela, et utiliser justement toute sa puissance d'empire international.

Si depuis trente ans maintenant, depuis que les anciennes colonies françaises sont devenues indépendantes, l'Afrique est restée une chasse gardée pour les capitalistes français et pour l'armée française c'est d'abord parce que jamais ces interventions, cette présence, n'ont suscité d'opposition sérieuse ici en métropole.

Pour le paysan du Tchad, pour l'ouvrier agricole de Côte d'Ivoire ou pour l'ouvrier du Gabon, la France quand elle intervient semble une puissance écrasante, parce qu'unanime. Les 500 soldats parachutés sont là pour indiquer qu'elle peut aller plus loin s'il le faut. Et si rien, pas un parti en métropole, pas une manifestation d'opposition n'entrave cette intervention, ne la dénonce au moins, il faudrait aux petits peuples de ces pays, une énergie considérable pour oser, dans ces conditions, affronter l'ordre impérialiste jusqu'au bout.

Cela n'est pas impossible, mais cela s'est rarement produit. En Algérie, justement, ou au Vietnam, contre la France puis contre les Etats-Unis. Ces guerres-là ont été terribles mais ce sont finalement des guerres que les peuples ont gagnées. Il n'empêche que ces guerres auraient sans doute coûté bien moins cher aux peuples si plus vite ou plus tôt étaient apparues en métropole, à Paris, à New York, des forces hostiles à leur poursuite.

Une seule fois dans l'histoire, un pays a réellement coupé ses liens avec l'impérialisme et avec les lois du capital, c'est la Russie de 1917. L'un des premiers actes du nouveau régime a été un décret de Lénine déclarant nulles les dettes que le Tsar avait contractées auprès de puissances comme la France.

Mais imaginons un instant que ce soit l'inverse qui se produise, que la fissure révolutionnaire s'ouvre d'abord dans un pays impérialiste comme la France. Immédiatement, l'autorité d'au moins dix ou vingt dictateurs à la Bongo dégringolera automatiquement. Immédiatement, les 500 soldats français, tout légionnaires qu'ils soient, se sentiront coupés de leur base, sans plus la moindre assurance. Sans le soutien financier du capital, ils se retrouveront comme un poisson hors de l'eau et préféreront laisser tomber plutôt que de se retrouver en face des millions d'opprimés qu'ils intimident fièrement pour l'instant.

février – juin 1993